



Comprendre la politique russe en Afghanistan

Didier Chaudet, Chercheur Associé / Research Fellow, IFEAC

Cette analyse a auparavant été publiée, en trois parties, par le site d'informations sur l'Asie Asialyst, aux adresses suivantes :

Première partie : <https://asialyst.com/fr/2018/02/15/afghanistan-kremlin-livre-armes-taliban/>

Deuxième partie : <https://asialyst.com/fr/2018/02/22/afghanistan-pourquoi-russie-ioue-taliban-contre-daech/>

Troisième partie : <https://asialyst.com/fr/2018/03/02/afghanistan-comment-russie-deploie-strategie-asie-centrale/>

Résumé : La Russie est, depuis quelque temps, accusée, notamment aux Etats-Unis, d'être une force déstabilisatrice en Afghanistan. Qu'en est-il exactement ? Au-delà des accusations invérifiables ou fausses, l'analyse des faits permet de mieux comprendre la politique afghane de la Russie aujourd'hui. Une politique somme toute classique, rejoignant celle des principaux acteurs dans l'environnement régional afghan (Iran, Pakistan, Chine).

Summary: Russia has been accused to have become a destabilizing force in Afghanistan, especially by some in the US. Is it truly the case? One needs to go beyond unverifiable allegations and false accusations in order to better understand Russia's policy towards Afghanistan nowadays. Despite what has been said by some, it appears that the Afghan policy chosen by the Kremlin is rather rational, as it is the one broadly followed by the main actors in Afghanistan's regional environment (Iran, Pakistan, China) nowadays.



Après le 11 septembre 2001, la situation de l'Afghanistan libérée des Taliban était claire : le pays était sous l'influence de la grande puissance qui avait rendu le changement de régime possible, à savoir les Etats-Unis. Mais l'incapacité américaine à stabiliser le pays, avec une rébellion dont plus personne ne peut nier l'importance, a changé la donne. On constate que la [Chine](#) s'implique, de plus en plus, dans la recherche d'une solution au conflit qui ronge son voisin. Mais c'est une autre puissance qui semble, ces derniers temps, avoir une influence non négligeable sur les destinées afghanes : la Russie.

*Le Kremlin livre-t-il des armes aux Taliban ?
Déconstruire une approche simpliste*

Le leadership américain est unanime : le chef des forces armées américaines en Afghanistan, le général John Nicholson, le général [Curtis Scaparotti](#) du CENTCOM, et le Secrétaire d'État [Rex Tillerson](#), ont tous les trois affirmé, pendant l'année 2017, que la Russie fournissait des armes aux Taliban. Des accusations ont également été mises en avant par des officiels afghans : ainsi, Javid Faisal, le porte-parole du chef de l'exécutif afghan, le numéro 2 du gouvernement d'union nationale, Abdullah Abdullah, a confirmé que des armes russes se retrouvaient dans les mains des rebelles dans l'ouest et le nord du pays. Pire encore : au-delà d'armes fournies aux Taliban, les [services de renseignement russes](#) auraient, par exemple, aidé les rebelles à prendre Kunduz en 2015 et 2016, aux dires de certains officiels afghans...

Ce discours ne devrait pas vraiment étonner : il est devenu coutumier, quand on parle de l'Afghanistan, d'expliquer le chaos local par l'implication d'acteurs étrangers. Ce n'est, bien sûr, pas totalement faux ; mais il est caricatural d'en faire la principale cause des problèmes actuels, ou de la réussite relative des Taliban. En fait, sans intervention néfaste d'un État tiers, ce seraient à Kaboul et à Washington que les citoyens afghans pourraient vouloir demander des comptes. Le Pakistan et l'Iran sont souvent les boucs émissaires tout désignés, et en 2017, on vient d'ajouter, soudainement, la Russie.

Mais il y a un problème sérieux avec les rumeurs ciblant la Russie : elles n'ont jamais été confirmées par des faits. Le 22 mai 2017, pendant une audition au Sénat, le directeur de l'Agence du renseignement et de la Défense, (*Defense Intelligence Agency*, DIA), le lieutenant général Vincent Stewart, a bien dit qu'il n'y avait [aucune preuve](#) physique de transferts d'argent ou d'armes de la Russie vers les Taliban. Il y a bien des armes russes en Afghanistan... mais celles qui ont été mises en avant, notamment par CNN, datent principalement de l'époque où les Soviétiques occupaient le pays. Ces armes étaient d'ailleurs déjà présentes dans le pays avant 2017, un fait connu de tous : mais avant cette année, pourtant, pas d'accusation contre la Russie ; et les rumeurs répandues alors à Kaboul parlaient plutôt d'un marché « armes contre héroïne » au Tadjikistan, tenues par des mafias centrasiatiques et russe, plutôt qu'une quelconque machination supposée du Kremlin. Les rares équipements apparaissant comme



NOTES DE L'IFEAC, AVRIL 2018

« modernes » peuvent se trouver sur le marché noir [sans grande difficulté](#). Par contre, une réalité n'est pas mise en avant par les accusateurs de la Russie : c'est que ces armes russes soviétiques peuvent aussi venir... des Américains eux-mêmes, indirectement. En effet, l'armement fourni à l'armée régulière afghane par Washington venait notamment de pays post-soviétiques. Or la corruption afghane a fait qu'une partie de ces armes a été volée : quand une vérification à partir des numéros de série a pu être en fait, en 2014, on ne pouvait que constater que [43% des armes fournies avaient disparu](#)...

L'accusation contre la Russie est donc réfutable ici, en tout cas à partir des sources ouvertes à disposition. Par contre, ce qui est vrai, c'est que l'approche russe des Taliban a sensiblement évolué : Moscou les accepte maintenant comme des acteurs politiques avec lequel il faut parler pour stabiliser l'Afghanistan. Ce n'est pas un bouleversement soudain : en fait, le Kremlin avait déjà établi un contact avec les rebelles afghans actuels [en 2007](#), pour discuter du trafic de drogues passant par l'Asie Centrale, et faisant des ravages en Russie. Mais maintenant, on sait que les discussions vont bien au-delà de ce problème : les services russes ont échangé des informations avec les Taliban sur les militants affiliés à l'« État islamique » ; et Zamir Kabulov, envoyé spécial de Poutine pour l'Afghanistan, est allé jusqu'à dire les intérêts russes [« coïncident objectivement »](#) avec ceux des Taliban, notamment dans l'optique de la lutte contre Daech. On notera que c'est justement entre 2016 et l'année 2017 que cette nouvelle approche a été mise en avant très ouvertement par Moscou. Les accusations sur l'armement russe supposé avoir été fourni aux Taliban pendant l'année 2017 ont donc eu lieu dans ce contexte diplomatique particulier.

Le Kremlin soutient maintenant l'idée d'un processus de paix entre Kaboul et rebelles, et considère que cette réconciliation est d'autant plus essentielle qu'elle permettra de mieux lutter contre le « vrai » danger pour l'ensemble de la région : le djihadisme sans frontières, aujourd'hui représenté par Daech. La Russie a déjà averti que le groupe transférait ses forces de Syrie vers l'Afghanistan, faisant de ce pays une [base arrière possible](#) pour des attaques contre elle. [Selon l'Ambassadeur Vitaly Churkin](#), le Représentant permanent de la Russie aux Nations Unis, la situation est particulièrement grave pour son pays, l'Asie Centrale, et la Chine. Pendant la revue trimestrielle de la situation afghane à l'ONU du 19 décembre 2016, Daech aurait déjà fait passer 700 familles djihadistes de Syrie vers l'Afghanistan ; et le groupe disposerait sur place de camps d'entraînement dans lesquels on retrouve notamment des djihadistes centrasiatiques et du Caucase du Nord. Son discours est allé jusqu'à laisser entendre que certains États donnaient à Daech de redéployer ses combattants dans le nord de l'Afghanistan par des hélicoptères non-identifiés... Ici, on retrouve l'[accusation](#) également reprise par certains dans l'environnement régional afghan, faisant des Américains les complices de l'État Islamique. [Hamid Karzai](#) lui-même a repris cette rumeur sans fondements. Au-delà de cet aspect qui en dit plus sur l'état des relations russo-américaines que sur le champ de bataille afghan, on constate que le danger représenté par Daech reste une constante dans la vision russe de l'Afghanistan, jusqu'à aujourd'hui. Fin 2017, les médias russes, citant Zamir Kabulov, affirmaient que [10 000 combattants](#) de l'« Etat islamique » se trouvaient en Afghanistan. L'approche générale du discours de l'Ambassadeur Churkin était certes exagérée et pessimiste, et on peut discuter les chiffres mis en avant par les Russes. Mais la crainte associée à l'État islamique est loin d'être illégitime : l'EI, et surtout ce qu'il représente (une idéologie djihadiste transnationale) a bien [réussi](#) à s'implanter en Afghanistan, contredisant en cela les prédictions de bien des spécialistes.



Mieux comprendre l'approche russe des Taliban et de l'Afghanistan

Une [interview](#) de Zamir Kabulov, le 31 décembre 2016, permet de mieux comprendre le point de vue russe sur les Taliban. Il voit la rébellion afghane comme divisée entre pragmatiques et extrémistes, mais essentiellement dominée par des forces locales, peu tentées par les sirènes du djihadisme transnational. Si l'approche russe sur l'« Etat islamique » peut être discutée, l'analyse de Z. Kabulov est, ici, globalement juste : le « canal historique » du leadership des Taliban n'a eu de cesse, ces dernières années, de se présenter comme une [force aux ambitions uniquement nationales](#), éloignée des objectifs de groupes comme Al Qaïda ou Daech ; l'annonce de la mort du mollah Omar a en effet entraîné des divisions au sein du mouvement, même s'il reste fort comme on peut le constater jusqu'à aujourd'hui. La vision de Kabulov est clairement ancrée dans les réalités du terrain en ce moment : il a sans doute été compris, à Moscou bien plus qu'à Washington, que ce qui est vrai aujourd'hui en « AfPak » peut ne plus l'être demain. Pour l'instant, l'inimitié entre Taliban et Daech est un [élément déterminant](#) du champ de bataille afghan. Mais certaines sources, rejetées par Zabihullah Mujahid, un porte-parole des Taliban, parlent d'une coopération ponctuelle ayant eu lieu entre ces derniers et Daech, pour attaquer le village chiite de [Mirzawalang](#) le 5 août 2017. Cet événement, véridique ou non, amène à penser que demain, si la guerre continue, un scénario catastrophe, pour les Afghans et la communauté internationale, pourrait avoir lieu : une réconciliation entre Taliban et Daech, ou la radicalisation de plus en plus de Taliban passant du côté d'un « Etat Islamique » transplanté en Afghanistan. La coopération ponctuelle supposée entre Taliban et l'EI pour la prise de Mirzawalang [inquiète](#) clairement Moscou pour ce que cela pourrait signifier à l'avenir. Le positionnement russe fait donc bien sens d'un point de vue sécuritaire, en tout cas en ce moment. Si le dialogue politique entre Kaboul et les Taliban, voulu par Moscou, pouvait avoir lieu, il pourrait, en effet, éviter à l'Afghanistan, et à son environnement régional, une réelle catastrophe sécuritaire à plus long terme.

L'approche russe de la situation afghane est également logique d'un point de vue diplomatique et géopolitique, en tout cas vu de Moscou. La précondition des Taliban à un plan de paix avec Kaboul, depuis longtemps, est le retrait de toutes les troupes américaines d'Afghanistan. Cela s'accorde tout à fait avec la position russe : cette dernière est très claire depuis qu'un pacte de sécurité lie Kaboul à Washington (septembre 2014), permettant le maintien d'une présence militaire américaine dans le pays. Les bases associées à ce pacte sont, selon Zamir Kabulov, l'expression d'un [désir américain](#) de contrer l'influence russe au Moyen-Orient, et celle de la Chine en Asie. Le chaos afghan est bien analysé sous l'angle de la rivalité avec Washington côté russe. Et le lancement du « [Groupe de Coordination Quadrilatéral](#) » (GCQ) en janvier 2016 n'a fait que confirmer cette approche pour le Kremlin. Le groupe en question associait les États-Unis, la Chine, l'Afghanistan, et le Pakistan, dans le but d'amener à un processus de paix entre Kaboul et les Taliban. L'exclusion de la Russie la présentait comme une donnée négligeable sur ce dossier, ce qui a été peu apprécié par les Russes eux-mêmes. Z. Kabulov a vite dénoncé l'« inefficacité » du GCQ. Dès le 27 avril, il annonçait le désir russe de lancer un nouveau format prenant en compte les intérêts de « tous les États directement concernés »... dont la Russie. Cette prise de position a été ouvertement suivi d'effets lorsqu'il a été révélé que déjà, fin décembre 2016, pour la troisième fois déjà, un autre groupe, composé de la Russie, de la Chine, et du Pakistan, discutait de la situation afghane. Rappelant une pierre angulaire de la politique russe post-2001 en Afghanistan : le désir d'avoir une influence dans ce pays.



NOTES DE L'IFEAC, AVRIL 2018

Cela ne devrait pas vraiment surprendre : il ne faut pas voir la relation russo-afghane uniquement sous l'angle de l'invasion soviétique à partir de 1979, et de l'échec cuisant représenté par le retrait de l'Armée Rouge en 1989. Avant et après cette époque, l'influence russe s'est fait sentir, d'une façon ou d'une autre, dans le pays. On pense, bien entendu, au « Grand Jeu » pendant lequel Russes et Anglais se sont opposés, au 19^{ème} siècle. Mais aussi au soutien soviétique à Amanullah Khan, le roi réformiste, dans les années 1920 ; à la montée en puissance de l'influence soviétique à Kaboul dans les années 1950 et 1960 ; puis, après la période communiste de l'Afghanistan, à la continuation de l'implication russe, indirectement, notamment dans le soutien aux forces combattant les Taliban, en tandem avec l'Iran et l'Inde. Après la chute des Taliban, Moscou a agi en ami du nouveau gouvernement, désireux de l'aider à reconstruire et stabiliser le pays. Entre 2002 et 2005, les Russes ont apporté une assistance militaro-technique au gouvernement légal. En 2007, ils ont effacé 90% de la dette soviétique de l'Afghanistan (11,1 milliards de dollars). Cela sera un tournant non négligeable dans la relation bilatérale, permettant une certaine relance des échanges économiques. Sur les projets de reconstruction, les Russes ont mis en avant leur expertise pour réparer les constructions soviétiques. Comme rappelé plus haut, on sait que déjà à cette époque, les Russes étaient entrés en contact avec les Taliban, preuve qu'ils ne souhaitaient pas voir les Américains totalement dominer l'évolution politique de l'Afghanistan. On constate d'ailleurs que dès 2009, si le discours russe sur les Taliban était bien plus dur qu'aujourd'hui, il y avait également une reconnaissance du fait qu'un dialogue serait sans doute nécessaire avec certains d'entre eux pour stabiliser le pays. Plus généralement, malgré la domination américaine, de fait, sur Kaboul, Moscou a toujours montré son intérêt pour l'Afghanistan. Les [20-21 janvier 2011](#), quand Hamid Karzai vient en Afghanistan (la première visite d'un chef d'Etat afghan en Russie depuis plus de vingt ans), c'est en reconnaissance de cet intérêt. Et à la recherche d'une puissance qui pourrait aider son pays après le départ de l'OTAN en 2014. Quand on se souvient que le même Karzai avait fait un [scandale](#) en octobre 2010, parce qu'un raid visant des laboratoires produisant de l'héroïne dans l'est de l'Afghanistan comptait deux agents russes, on se rend compte que l'image de la Russie avait déjà beaucoup changé à Kaboul. Ce n'était plus l'ancienne URSS, l'ancien occupant, mais une puissance dont l'influence pouvait peut-être aider la stabilité afghane.

Au-delà de Kaboul : une logique régionale derrière la diplomatie afghane de la Russie ?

Ainsi, l'approche russe des Taliban aujourd'hui est à associer à la logique constante qui a été celle de la diplomatie russe en Afghanistan : le désir, pour la Russie, d'avoir une certaine influence sur l'Afghanistan. Mais c'est peut-être moins l'Afghanistan en tant que tel qui intéresse la Russie que ce la politique russe face à ce pays peut signifier dans l'environnement régional afghan.

En effet, derrière l'engagement russe en Afghanistan, il y a, avant tout, l'Asie Centrale. Cet « [Etranger Proche](#) » post-soviétique fait partie d'une sphère d'influence que la puissance russe considère comme sienne, essentielle à son statut de puissance dominante en Eurasie. C'est aussi une zone tampon face aux dangers extérieurs : la crainte d'un effet domino est réelle dans l'analyse russe. Et elle n'a pas tort : de la fin de la deuxième moitié des années 1990 jusqu'à



NOTES DE L'IFEAC, AVRIL 2018

aujourd'hui, l'influence sécuritaire négative de l'Afghanistan sur l'Asie Centrale est une [réalité](#). Le risque, venant de djihadistes centrasiatiques s'étant réfugiés en Afghanistan et dans les zones tribales pakistanaises, reste d'actualité. Cela a été rappelé par une [vidéo](#) du groupe terroriste Union du Djihad Islamique (UDI), un mouvement centrasiatique djihadiste affilié à Al Qaïda, datée d'octobre 2017. Elle montrait que l'UDI avait au moins un camp d'entraînement en Afghanistan, destiné à former des « forces spéciales »... qu'on imagine destinées à frapper Kaboul, mais aussi en Asie Centrale. Dans la vidéo, on voit des membres du mouvement djihadiste apprendre à combattre en milieu urbain, à prendre d'assaut des bâtiments, à prendre des otages... Le danger pesant sur les alliés centrasiatiques explique le renforcement conséquent des liens militaires entre la Russie et le Tadjikistan, [par exemple](#) (engagement de plus d'un milliard de dollars pour former et équiper l'armée locale, confirmation de la présence militaire russe sur place...). On constate également un rapprochement entre l'Ouzbékistan ([dès 2016](#)) et le Turkménistan ([en 2017](#)) d'une part, et Moscou d'autre part, sur les questions sécuritaires, notamment associées à l'Afghanistan. Et ce n'est pas que le danger terroriste qui pousse les régimes centrasiatiques à se rapprocher du Kremlin : la position russe sur la lutte contre le trafic de drogues venant d'Afghanistan, critiquant la politique américaine sur ce dossier (toujours jugé comme secondaire par Washington, plus encore avec l'administration Trump) les séduit également. Comme l'a rappelé Sergueï Lavrov lors d'une [conférence de presse](#) à New Delhi le 11 décembre 2017, le trafic de drogues « nourrit les activités terroristes directement ». C'est un fait difficilement discutable en Afghanistan même, et c'est également le cas quand on se penche sur l'Histoire du principal mouvement terroriste centrasiatique, le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan. Et c'est aussi un argument supplémentaire pour une influence russe renforcée en Asie Centrale. Le président Rahmon du Tadjikistan lui-même a mis en avant le danger représenté par le trafic de drogues pour expliquer l'importance de la [présence militaire russe](#) dans son pays. Le dossier afghan permet bien au Kremlin de renforcer son influence sur l'Asie Centrale.

La diplomatie russe en Afghanistan, notamment dans sa forme actuelle, peut renforcer les liens du Kremlin avec l'Iran et le Pakistan.

Des [analyses un peu rapides](#) voient les divergences qu'on peut trouver entre Téhéran et Moscou sur leurs diplomaties respectives en Afghanistan comme la preuve d'une compétition future sur place. C'est confondre convergence et uniformité de vues. Sur l'essentiel, l'Iran et la Russie ont des points de vue relativement proches sur l'Afghanistan. D'un point de vue sécuritaire, l'accord est total entre les deux pays. En fait, Daech est sans doute un danger pour la République islamique d'Iran plus encore que pour Moscou. La [double attaque terroriste](#) sur Téhéran le 7 juin 2017, l'idéologie anti-chiïte qui est le moteur de ce groupe djihadiste, le grand danger que représente la présence de Daech aux frontières iraniennes (en Irak et en Afghanistan) sont autant de rappels de ce fait. Comme la Russie, l'Iran a établi un dialogue avec les Taliban, reconnaissant les rebelles comme une force politique qu'il sera impossible, pour Kaboul et ses alliés occidentaux, d'écraser par la force. Egalement comme la Russie, ils ont été accusés, sans preuves concrètes, d'aider militairement cette rébellion. Cela alors que l'Iran a su, toujours comme Moscou, tisser des [relations cordiales](#) avec Kaboul. Et bien sûr, le Kremlin comme la République islamique verraient d'un mauvais œil une présence militaire américaine continue en Afghanistan. C'est donc tout naturellement que les Russes ont été ceux qui ont insisté pour voir l'Iran associée à leur « groupe de travail » avec la Chine et le Pakistan, discutant du problème afghan. Comme la Syrie, l'Afghanistan permet donc un renforcement des liens bilatéraux avec un partenaire clé pour la Russie.



NOTES DE L'IFEAC, AVRIL 2018

La politique afghane du Kremlin offre aussi la possibilité de confirmer un certain rapprochement diplomatique avec le Pakistan. Ce pays est essentiel dans tout éventuel processus de paix à venir en Afghanistan ; et ses relations sont particulièrement tendues avec [l'Amérique de Trump](#) le rendent particulièrement susceptible à un rapprochement avec le Kremlin. Sergey Naryshkin, ancien président de la Douma devenu chef des services de renseignement extérieur, ne dit pas autre chose, quand dès 2015 il parle de la relation Moscou-Islamabad comme d'une « [valeur particulière et intrinsèque](#) ». Même si le « [lobby pro-indien](#) » est non négligeable à Moscou, l'importance géopolitique du Pakistan a donc imposé un rééquilibrage de la diplomatie russe en Asie du Sud. Le réchauffement des relations diplomatiques bilatérales avait commencé à se faire véritablement sentir [dès 2014](#). En 2014, 2015 et 2016, des exercices militaires communs sont organisés par la Russie et le Pakistan. Les deux premiers n'étaient que des actions navales aidant les forces en présence à coopérer dans le cadre d'une lutte commune contre le trafic de drogues. Mais « [Druzba-2016](#) » (« Amitié-2016 ») était d'une ampleur autrement plus importante, et dans une logique contre-terroriste, significative des motivations russes. L'évolution russe en Asie du Sud est-elle permanente ? [Rien n'est moins sûr](#). Mais pour l'instant, la politique afghane de la Russie va forcément renforcer les liens avec Islamabad, parce qu'elle ne peut réussir qu'avec l'appui du Pakistan.

Enfin, la diplomatie russe en Afghanistan fait de ce pays un domaine de coopération supplémentaire entre Moscou et Beijing. On voit, en fait, une diplomatie globalement convergente des deux puissances en Asie Centrale, en Afghanistan, et au Pakistan : lutte contre les forces djihadistes transnationales, représentées aujourd'hui par Daech et Al Qaïda ; coopération sécuritaire entre États ; refus d'une présence trop intrusive de forces extérieures à la région, en premier lieu les États-Unis. Bien entendu, comme avec Téhéran, convergence ne veut pas dire alignement total des Russes sur les Chinois. Mais cela signifie la capacité d'un front commun régional sur le dossier afghan, neutralisant toute évolution vers un jeu à somme nulle entre les principales forces voisines de l'Afghanistan. Cela donne à la position russe un poids encore plus important face aux Américains dans le pays. Et cela confirme la solidité des liens russo-chinois, contrairement à la vision pessimiste qu'on retrouve assez souvent chez les analystes occidentaux sur ce sujet.

En fait, derrière l'évolution apparente de la diplomatie russe en Afghanistan, on retrouve une réelle continuité avec la logique de la politique étrangère pensée par le Kremlin : défense des intérêts russes, désir d'étendre la capacité d'influence de la Russie comme grande puissance reconnue à l'international, et opposition, de fait, à l'influence américaine. Comme on a pu le constater au début de cette analyse, la position américaine face aux Russes en Afghanistan n'est pas plus amicale. L'Afghanistan semble être, comme souvent dans son Histoire, prise en étau par la rivalité géopolitique opposant de plus grands États.